

Rapport de gestion de

GOODFOOD MARKET CORP.

Trimestre et période de neuf mois clos le 31 mai 2018

Table des matières

Base de présentation	3
Déclarations prospectives	3
Perspectives commerciales et hypothèses	4
Faits saillants du troisième trimestre de l'exercice 2018.....	4
Paramètres et mesures financières non conformes aux IFRS	6
Résultats d'exploitation – Trimestres clos les 31 mai 2018 et 2017	10
Résultats d'exploitation – Périodes de neuf mois closes les 31 mai 2018 et 2017.....	11
Situation financière	12
Situation de trésorerie et sources de financement.....	13
Principales données trimestrielles	16
Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS trimestrielles	16
Gestion des risques financiers.....	17
Risque d'entreprise	17
Exigences additionnelles en matière de financement.....	17
Arrangements hors bilan.....	17
Instruments financiers.....	17
Données sur les actions en circulation	18
Information sectorielle.....	18
Estimations comptables critiques.....	18
Récents prises de position comptable	18
Contrôles et procédures de communication de l'information	19
Contrôles internes à l'égard de l'information financière	19

Base de présentation

Ce document a été préparé afin de fournir un rapport de gestion portant sur la situation financière de Goodfood Market Corp. (aussi désignée dans le présent rapport de gestion comme « nous », « nos », « Marché Goodfood » ou la « Société ») au 31 mai 2018 et sur les résultats d'exploitation de la Société pour le trimestre et la période de neuf mois clos à cette date. Ce rapport de gestion, daté du 11 juillet 2018, contient des informations disponibles à ce moment. Toutes mentions dans le présent rapport de gestion à l'exercice 2018 et à l'exercice 2017 se rapportent respectivement à l'exercice clos le 31 août 2018 et à l'exercice clos le 31 août 2017. Le présent document doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés audités annuels de la Société et les notes y afférentes de l'exercice clos le 31 août 2017 et les états financiers intermédiaires résumés de la Société et les notes y afférentes du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 mai 2018. Tous les montants sont libellés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. L'information financière figurant dans le présent rapport de gestion est établie conformément aux Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards, ou « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Certaines mesures financières utilisées dans le présent rapport de gestion n'ont pas de définition normalisée aux termes des IFRS, dont celles-ci : « ventes de marchandises brutes », « bénéfice brut ajusté », « marge brute ajustée », « BAIIA », « BAIIA ajusté », « marge du BAIIA ajusté », « perte nette ajustée » et « perte par action ajustée ». Pour un rapprochement de ces mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures conformes aux IFRS les plus comparables, selon le cas, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Paramètres et mesures financières non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion.

Déclarations prospectives

Le présent rapport de gestion comporte des déclarations prospectives au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables au Canada, y compris entre autres des informations sur nos objectifs et les stratégies que nous mettons en œuvre pour les réaliser, de même que des renseignements quant à nos croyances, nos plans, nos attentes, nos perspectives, nos estimations, et nos intentions. On reconnaît les déclarations prospectives à l'utilisation de mots ou d'expressions tels que « s'attendre à », « avoir l'intention de », « estimer », « envisager », « prévoir », « croire » ou « poursuivre », ainsi qu'à l'emploi du futur ou du conditionnel, la formulation négative de ces mots et expressions, y compris des références à des hypothèses, bien que ce ne soit pas toutes les déclarations prospectives qui englobent ces mots et expressions. Les déclarations prospectives ont pour but d'aider le lecteur à comprendre la Société, ses activités, son exploitation, ses perspectives et les risques qu'elle encourt à un moment donné dans le contexte d'événements passés et futurs possibles; par conséquent, le lecteur est avisé que cette information pourrait ne pas se prêter à d'autres fins. Les déclarations prospectives sont fondées sur un certain nombre d'hypothèses et elles peuvent comporter un certain nombre de risques et d'incertitudes, dont la plupart sont indépendants de notre volonté et qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux qui sont présentés dans de telles déclarations prospectives. Ces risques et incertitudes comprennent notamment les facteurs de risque suivants dont il est question plus en détail à la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle de la Société pour l'exercice clos le 31 août 2017 disponible sur le site de SEDAR à l'adresse www.sedar.com : des antécédents limités en matière d'exploitation, des flux de trésorerie négatifs liés aux activités d'exploitation, l'industrie alimentaire, les inquiétudes suscitées quant au contrôle de la qualité et à la santé, la conformité réglementaire, la réglementation de l'industrie, les questions de santé publique, les rappels de produits, une atteinte à la réputation de Marché Goodfood, les perturbations dans le transport, la responsabilité associée aux produits, la possession et la protection de la propriété intellectuelle, l'évolution du secteur d'activité, la dépendance envers une seule installation, les activités syndicales et la dépendance à l'égard de la direction. Ces facteurs peuvent avoir un impact sur l'atteinte des cibles de croissance, la concurrence, la disponibilité et la qualité des matières premières, le nombre restreint de produits, la réglementation en matière d'environnement et de santé et sécurité des membres du personnel, les interruptions ou les failles en matière de sécurité en ligne, la fiabilité des centres de données, la conformité des permis d'approvisionnement libre, les besoins futurs en capitaux, le risque d'exploitation et le risque assuré, la gestion de la croissance, les conflits d'intérêts, les litiges et les sinistres catastrophiques. Bien que les déclarations prospectives contenues dans les présentes soient fondées sur des hypothèses que nous considérons comme étant raisonnables, les lecteurs sont priés de ne pas s'y fier indûment puisque les résultats réels peuvent être différents de ces déclarations. Lors de la préparation des déclarations prospectives, certaines hypothèses ont été posées concernant la disponibilité des sources de financement, le rendement de l'entreprise, la conjoncture et la demande des clients. Par conséquent, toutes les déclarations prospectives contenues dans les présentes sont visées par les mises en garde qui précèdent et rien ne garantit que les résultats ou les événements prévus se réaliseront ou, même s'ils sont essentiellement réalisés, qu'ils

auront les conséquences et les effets prévus sur nos activités, notre situation financière ou nos résultats d'exploitation. Sauf indication contraire, ou si le contexte ne l'exige autrement, les déclarations prospectives ne sont valides qu'à la date où elles sont faites, et nous déclinons toute obligation de les mettre à jour ou de les réviser pour tenir compte de nouveaux renseignements, des événements futurs ou autrement, sauf si la loi nous y oblige.

Perspectives commerciales et hypothèses

Survol de la Société

Marché Goodfood est un service de livraison de repas prêts à cuisiner qui connaît une croissance rapide. La compagnie livre chaque semaine à ses abonnés tous les ingrédients frais nécessaires à la préparation de repas délicieux. L'objectif de l'entreprise est de simplifier la préparation cuisine, en laissant aux utilisateurs tout le plaisir : cuisiner, partager avec les amis et la famille et savourer. Les abonnés sélectionnent en ligne leurs recettes favorites parmi une large sélection de repas originaux. La Société prépare ensuite un panier personnalisé d'ingrédients frais et effectue la livraison chez l'abonné. Les recettes sont faciles à suivre et présentées étape par étape. La principale installation de production et les bureaux administratifs de la Société sont implantés à Montréal, au Québec. La Société dispose d'une deuxième installation de production située cette fois à Calgary, en Alberta. Au 31 mai 2018, Marché Goodfood comptait 76 000 abonnés actifs.

Perspectives financières

L'industrie du service d'abonnement aux paniers-repas est l'un des secteurs affichant la plus forte croissance dans le monde et elle demeure relativement récente au Canada. En conséquence, Marché Goodfood est d'avis qu'il existe d'importantes occasions d'accroître rapidement sa base d'abonnés en investissant dans des campagnes de marketing très ciblées, dans l'élargissement de la capacité de production, dans l'enrichissement de ses gammes de produits et dans l'établissement d'une plateforme nationale. À mesure que la Société augmente sa base d'abonnés, nous sommes confiants que Marché Goodfood pourra réaliser des économies d'échelle, ce qui contribuera à l'amélioration de la rentabilité. Avec le dernier lancement d'une installation de production à Calgary, en Alberta, nous prévoyons que la Société accroîtra encore davantage sa clientèle.

Ces objectifs s'appuient sur des hypothèses et comportent des risques et des incertitudes, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté. Ces risques et incertitudes pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ses objectifs. Il y a lieu de se reporter aux rubriques « Déclarations prospectives » et « Risques d'entreprise » du présent rapport de gestion.

Faits saillants du troisième trimestre de l'exercice 2018

Faits saillants – Comparaison du trimestre clos le 31 mai 2018 et du trimestre clos le 31 mai 2017

- Les produits ont augmenté de 15 794 055 \$, ou 246 %, pour atteindre 22 222 501 \$.
- Les ventes de marchandises brutes ont grimpé de 18 630 064 \$, ou 247 %, pour atteindre 26 166 081 \$.
- Le bénéfice brut s'est chiffré à 5 183 018 \$, en hausse de 3 820 144 \$, ou 280 %.
- La marge brute s'est établie à 23,3 %, soit une amélioration de 5,3 points de pourcentage et de 2,1 points de pourcentage comparativement à celle des trimestres clos le 28 février 2018 et le 31 mai 2017, respectivement.
- Le bénéfice brut ajusté s'est élevé à 9 126 598 \$, en hausse de 6 656 153 \$, ou 269 %. La marge brute ajustée a atteint 34,9 %, soit une amélioration de 3,1 points de pourcentage et de 2,1 points de pourcentage comparativement à celle des trimestres clos le 28 février 2018 et le 31 mai 2017, respectivement.
- Les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation ont atteint 1 785 646 \$, soit une hausse de 1 802 080 \$.
- Au 31 mai 2018, on comptait 76 000 abonnés actifs, soit un bond de 53 000 abonnés, ou 230 %, par rapport au 31 mai 2017, et une augmentation de 45 000 abonnés, ou 145 %, par rapport au 31 août 2017.

- La marge du BAIIA ajusté s'est chiffrée à (5,8) %, soit une variation positive de 6,8 points de pourcentage.
- La perte nette ajustée a augmenté de 703 209 \$, pour s'établir à 1 564 039 \$.

Faits saillants – Comparaison de la période de neuf mois close le 31 mai 2018 et de la période de neuf mois close le 31 mai 2017

- Les produits ont augmenté de 36 823 169 \$, ou 299 %, pour atteindre 49 131 030 \$.
- Les ventes de marchandises brutes ont grimpé de 43 909 142 \$, ou 306 %, pour atteindre 58 281 376 \$.
- Le bénéfice brut s'est chiffré à 10 067 142 \$, en hausse de 7 481 671 \$.
- La marge brute s'est établie à 20,5 %, soit un recul de 0,5 point de pourcentage. La marge brute ajustée a atteint 33,0 %, soit une amélioration de 0,6 point de pourcentage.
- Les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation ont atteint 713 421 \$, soit une hausse de 654 702 \$.
- La marge du BAIIA ajusté s'est chiffrée à (11,9) %, soit une variation négative de 0,7 point de pourcentage.
- La perte nette ajustée s'est établie à 6 365 379 \$, en hausse de 4 874 965 \$.

Principaux événements de la période de neuf mois close le 31 mai 2018

- En septembre 2017, la Société a réalisé avec succès le transfert des activités de production vers sa nouvelle installation dans l'Est canadien, ce qui a donné lieu à une augmentation de la production et au renforcement de la capacité de la Société d'assurer des efficacités opérationnelles.
- Le 10 novembre 2017, la Société a signé un contrat de location d'une durée de sept ans assorti d'options de renouvellement pour les vingt années suivantes visant une installation de production d'une superficie de 43 000 pieds carrés située à Calgary, en Alberta. Ce contrat de location est classé en tant que contrats de location simple et l'engagement total estimatif s'établit à environ 4 300 000 \$ sur le terme de sept ans. La Société a obtenu des modalités avantageuses, notamment une remise au locataire qui finance une portion importante des dépenses d'investissement prévues pour mettre en place l'installation, des hausses de loyers restreintes sur la durée du contrat de location et le droit d'agrandir dans les espaces adjacents pour soutenir la croissance future.
- En mai 2018, la Société a lancé sa plateforme nationale avec l'ouverture d'une nouvelle installation de production et de distribution à Calgary, en Alberta. L'installation permettra de fournir le marché des provinces de l'Ouest canadien, soit la Colombie-Britannique, l'Alberta, la Saskatchewan et le Manitoba, offrant ainsi l'expérience Marché Goodfood aux consommateurs canadiens d'un océan à l'autre.
- Le 7 mai 2018, la Société a réalisé un appel public à l'épargne et a émis 4 000 000 d'actions ordinaires pour un produit brut de 10 000 000 \$. La Société prévoit affecter le produit du placement à l'accélération de sa croissance dans l'Ouest canadien, y compris au moyen de dépenses en immobilisations, à l'investissement dans l'automatisation, au lancement des nouvelles solutions de repas, au fonds de roulement et aux besoins généraux de la Société.

Abonnés actifs

Un abonné actif est défini comme étant un abonné qui doit recevoir une livraison ou qui a décidé de suspendre la livraison pour le prochain cycle de livraison hebdomadaire. Les abonnés actifs excluent les abonnements annulés. Bien que les abonnés actifs ne constituent ni une mesure financière conforme aux IFRS ni une mesure financière non conforme aux IFRS, et que, par conséquent, ils ne figurent pas dans nos états financiers et qu'aucun rapprochement ne peut être fait entre ce paramètre et tout poste de nos états financiers, nous estimons que le paramètre des abonnés actifs est utile puisqu'il reflète les produits futurs. La Société présente le nombre d'abonnés actifs à l'ouverture et à la clôture de la période, arrondi en milliers.

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2018	2017	2018	2017
Nombre d'abonnés actifs à l'ouverture	61 000	13 000	31 000	3 000
Variation nette du nombre d'abonnés actifs	15 000	10 000	45 000	20 000
Nombre d'abonnés actifs à la clôture	76 000	23 000	76 000	23 000

Paramètres et mesures financières non conformes aux IFRS

Dans cette rubrique, on décrit les paramètres et les mesures financières non conformes aux IFRS qu'utilise la Société dans le présent rapport de gestion. On y fait également un rapprochement des mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus comparables, le cas échéant. Les mesures financières non conformes aux IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS; donc, elles pourraient ne pas être comparables aux mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Les mesures financières non conformes aux IFRS constituent des renseignements additionnels en complément des mesures conformes aux IFRS et permettent de mieux comprendre les résultats d'exploitation de la Société de notre point de vue. Par conséquent, ces mesures ne doivent pas être considérées individuellement ni perçues comme étant un substitut à une analyse de notre information financière aux termes des IFRS et elles doivent être lues conjointement avec les états financiers pour les périodes indiquées.

Ventes de marchandises brutes

Les ventes de marchandises brutes mesurent la valeur totale des ventes au détail des marchandises par la Société avant la prise en compte de tous les incitatifs et crédits compris dans les produits. Les incitatifs et crédits comprennent surtout des rabais lors de l'abonnement, généralement offerts aux nouveaux abonnés actifs lors de leur première livraison. Les ventes de marchandises brutes constituent une mesure financière non conforme aux IFRS. Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une mesure utile des produits, car, compte non tenu des incitatifs composés surtout de stimulants lors de l'abonnement et des crédits, elle est représentative des produits futurs qui seront générés.

Le tableau présente un rapprochement des produits et des ventes de marchandises brutes.

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2018	2017	2018	2017
Produits	22 222 501 \$	6 428 446 \$	49 131 030 \$	12 307 861 \$
Incitatifs et crédits inclus dans les produits	3 943 580	1 107 571	9 150 346	2 064 373
Ventes de marchandises brutes	26 166 081 \$	7 536 017 \$	58 281 376 \$	14 372 234 \$

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2018, les ventes de marchandises brutes ont respectivement inscrit une croissance de 18 630 064 \$ et de 43 909 142 \$. Cette hausse est surtout attribuable à la croissance constante du nombre d'abonnés actifs.

Bénéfice brut ajusté et marge brute ajustée

Le bénéfice brut ajusté et la marge brute ajustée mesurent le bénéfice brut et la marge brute en fonction de la valeur des ventes au détail. Le bénéfice brut ajusté est calculé en soustrayant le coût des marchandises vendues des ventes de marchandises brutes. La marge brute ajustée est exprimée en pourcentage et calculée comme étant le bénéfice brut ajusté divisé par les ventes de marchandises brutes. Le bénéfice brut ajusté et la marge brute ajustée sont des mesures financières non conformes aux IFRS. Nous estimons que le bénéfice brut ajusté et la marge brute ajustée

sont des mesures de rendement financier utiles, car les ventes de marchandises brutes reflètent les produits futurs qui seront générés et, par conséquent, le bénéfice brut et la marge brute futurs.

Le tableau suivant fait le rapprochement du bénéfice brut ajusté et de la marge brute ajustée.

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2018	2017	2018	2017
Ventes de marchandises brutes	26 166 081 \$	7 536 017 \$	58 281 376 \$	14 372 234 \$
Coût des marchandises vendues	17 039 483	5 065 572	39 063 888	9 722 390
Bénéfice brut ajusté	9 126 598 \$	2 470 445 \$	19 217 488 \$	4 649 844 \$
Marge brute ajustée	34,9 %	32,8 %	33,0 %	32,4 %

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2018, la marge brute ajustée a respectivement progressé de 2,1 points de pourcentage et de 0,6 point de pourcentage. Cette progression résulte des coûts unitaires moindres afférents à l'emballage, aux aliments et à la livraison, lesquels sont attribuables à la réalisation d'économies accrues et à un pouvoir d'achat supérieur, facteurs contrebalancés dans une certaine mesure par les coûts supplémentaires qu'a entraîné le démarrage des activités dans l'Ouest canadien.

BAIIA, BAIIA ajusté et marge du BAIIA ajusté

Le BAIIA est défini comme le bénéfice net ou la perte nette, compte non tenu des charges financières nettes, de l'amortissement et de la charge d'impôt. Le BAIIA ajusté se définit comme étant le BAIIA, exclusion faite de la charge de rémunération fondée sur des actions, car elle est incluse dans la rémunération fondée sur des titres de capitaux propres et autres éléments qui, selon nous, ne découlent pas nécessairement des activités normales quotidiennes de la Société et pourraient entraver l'analyse des tendances en matière de rendement. La marge du BAIIA ajusté se définit comme le BAIIA ajusté divisé par les produits. Le BAIIA, le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté sont des mesures financières non conformes aux IFRS. Nous estimons que le BAIIA, le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté sont des mesures de rendement financier utiles, car elles permettent d'évaluer la capacité de la Société de saisir les occasions de croissance de façon rentable, de financer ses activités courantes et de rembourser sa dette à long terme. Ces mesures permettent également de faire des comparaisons avec des sociétés dont la structure de capital est différente.

Le tableau suivant fait le rapprochement de la perte nette et du BAIIA, du BAIIA ajusté et de la marge du BAIIA ajusté.

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2018	2017	2018	2017
Perte nette	(1 564 039) \$	(1 216 635) \$	(6 478 476) \$	(6 095 937) \$
Charges financières nettes	(17 547)	19 406	(47 099)	4 285 183
Amortissements	150 137	14 525	258 860	32 823
BAIIA	(1 431 449) \$	(1 182 704) \$	(6 266 715) \$	(1 777 931) \$
Acquisition inversée de Mira VII	–	347 579	–	347 579
Perte résultant de la sortie d'immobilisations corporelles	–	–	113 097	–
Charge de rémunération fondée sur des actions	148 177	26 424	300 023	52 845
BAIIA ajusté	(1 283 272) \$	(808 701) \$	(5 853 595) \$	(1 377 507) \$
Produits	22 222 501 \$	6 428 446 \$	49 131 030 \$	12 307 861 \$
Marge du BAIIA ajusté (%)	(5,8) %	(12,6) %	(11,9) %	(11,2) %

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2018, la marge du BAIIA ajusté a progressé de 6,8 points de pourcentage et a reculé de 0,7 point de pourcentage, respectivement, en comparaison de celle du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 mai 2017. Pour le trimestre clos le 31 mai 2018, la hausse de la marge du BAIIA ajusté s'explique principalement par l'augmentation des produits qui a mené à une hausse du bénéfice brut, atténuée par l'accroissement des frais de vente et charges générales et administratives. Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2018, le recul de la marge du BAIIA ajusté s'explique essentiellement par une augmentation des frais de vente et charges générales et administratives, compensée en grande partie par le bénéfice brut plus élevé.

Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2018, le BAIIA ajusté exclut la perte hors trésorerie résultant de la sortie d'immobilisations corporelles, car nous sommes d'avis que cet élément ne reflète pas le rendement des activités sous-jacentes de la Société.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2017, le BAIIA ajusté ne tient pas compte des charges liées à l'acquisition inversée de Mira VII, car, selon nous, cet élément ne reflète pas le rendement des activités sous-jacentes de la Société.

Perte nette ajustée et perte ajustée par action

La perte nette ajustée est définie comme une perte nette ajustée pour les éléments que nous estimons ne pas faire partie comme telle des activités normales quotidiennes de la Société et qui pourraient nuire à l'analyse des tendances en matière de rendement. La perte ajustée par action correspond à la perte nette ajustée divisée par le nombre moyen pondéré de base et diluée d'actions ordinaires en circulation. La perte nette ajustée et la perte ajustée par action sont des mesures financières non conformes aux IFRS. Nous sommes d'avis que la perte nette ajustée et la perte ajustée par action sont des mesures de rendement utiles, car elles facilitent les comparaisons d'une période à l'autre.

Le tableau suivant présente le rapprochement de la perte nette et de la perte nette ajustée.

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2018	2017	2018	2017
Perte nette	(1 564 039) \$	(1 216 635) \$	(6 478 476) \$	(6 095 937) \$
Perte découlant de la réévaluation des billets convertibles	–	8 226	–	4 257 944
Acquisition inversée de Mira VII	–	347 579	–	347 579
Perte résultant de la sortie d'immobilisations corporelles	–	–	113 097	–
Ajustements à la perte nette	– \$	355 805 \$	113 097 \$	4 605 523 \$
Perte nette ajustée	(1 564 039) \$	(860 830) \$	(6 365 379) \$	(1 490 414) \$

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2018, la perte nette ajustée a respectivement augmenté de 703 209 \$ et de 4 874 965 \$. L'augmentation de la perte nette ajustée s'explique essentiellement par une hausse de la perte nette causée par une augmentation des frais de vente et charges générales et administratives, compensée par le bénéfice brut plus élevé.

Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2018, la perte nette ajustée exclut la perte hors trésorerie résultant de la sortie d'immobilisations corporelles, car nous sommes d'avis que cet élément ne reflète pas le rendement des activités sous-jacentes de la Société.

Pour ce qui est du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 mai 2017, la perte nette ajustée ne tient pas compte de la perte hors trésorerie découlant de la réévaluation des billets convertibles et des charges liées à l'acquisition inversée de Mira VII, car, selon nous, cet élément ne reflète pas le rendement des activités sous-jacentes de la Société.

Dans le tableau qui suit, on fait le rapprochement de la perte par action, de base et diluée, et de la perte ajustée par action.

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2018	2017	2018	2017
Perte nette par action	(0,03) \$	(0,05) \$	(0,13) \$	(0,25) \$
Incidence des ajustements à la perte nette présentée ci-dessus	–	0,02	–	0,19
Perte ajustée par action	(0,03) \$	(0,03) \$	(0,13) \$	(0,06) \$

Résultats d'exploitation – Trimestres clos les 31 mai 2018 et 2017

Dans le prochain tableau figurent les composantes de l'état du résultat net et du résultat global de la Société pour les trimestres clos les 31 mai 2018 et 2017.

Trimestres clos les 31 mai	2018	2017	Variation ¹⁾	Variation (en %) ²⁾
Produits	22 222 501 \$	6 428 446 \$	15 794 055 \$	246 %
Coûts des marchandises vendues	17 039 483	5 065 572	(11 973 911)	236 %
Bénéfice brut	5 183 018 \$	1 362 874 \$	3 820 144 \$	280 %
<i>Marge brute</i> ³⁾	23,3 %	21,2 %	2,1 %	s. o.
Frais de vente et charges générales et administratives	6 614 467 \$	2 197 999 \$	(4 416 468) \$	201 %
Amortissements	150 137	14 525	(135 612)	934 %
Acquisition inversée de Mira VII	–	347 579	347 579	100 %
(Produits financiers nets) charges financières nettes	(17 547)	19 406	36 953	190 %
Perte nette, représentant le résultat global	(1 564 039) \$	(1 216 635) \$	(347 404) \$	29 %

¹⁾ Une variation positive constitue une diminution de la perte nette alors qu'une variation négative représente une augmentation de la perte nette.

²⁾ La variation en pourcentage est présentée comme une valeur absolue.

³⁾ La marge brute est calculée comme étant le bénéfice brut divisé par les produits et elle est exprimée en pourcentage.

Explication des variations entre le trimestre clos le 31 mai 2018 et le trimestre clos le 31 mai 2017

- L'augmentation des produits est principalement liée à la croissance soutenue du nombre d'abonnés actifs.
- La hausse du bénéfice brut s'explique avant tout par la croissance soutenue du nombre d'abonnés actifs. La hausse de la marge brute résulte essentiellement des coûts unitaires moindres afférents à l'emballage, aux aliments et à la livraison, lesquels sont attribuables à la réalisation d'économies accrues et à un pouvoir d'achat supérieur, facteurs contrebalancés dans une certaine mesure par les coûts supplémentaires qu'a entraîné le démarrage des activités dans l'Ouest canadien. La Société s'attend à ce que les coûts fixes en pourcentage des produits continuent de diminuer parallèlement à sa croissance soutenue, ce qui devrait donner lieu ultérieurement à une hausse du bénéfice brut.
- Les frais de vente et charges générales et administratives ont augmenté en raison surtout d'une hausse planifiée des coûts de marketing et d'une augmentation des salaires imputable au nombre plus élevé de membres du personnel administratif qui ont été embauchés pour soutenir la croissance de la Société.
- La hausse des amortissements résulte de l'acquisition d'immobilisations corporelles à l'échelle de toutes les catégories d'actifs, y compris les actifs détenus et les améliorations locatives effectuées à la nouvelle installation de production de la Société dans l'Est canadien et dans l'Ouest canadien.
- La baisse des charges liées à l'acquisition inversée de Mira VII est attribuable à l'acquisition inversée de Mira VII effectuée au cours de l'exercice 2017. Aucune autre charge ne sera engagée relativement à cette opération.
- La hausse des produits financiers nets est attribuable en grande partie à l'augmentation des produits d'intérêts gagnés en raison de l'accroissement des entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation et de financement.
- L'augmentation de la perte nette découle surtout de la hausse des frais de vente et charges générales et administratives, contrebalancée par l'augmentation du bénéfice brut.

Résultats d'exploitation – Périodes de neuf mois closes les 31 mai 2018 et 2017

Dans le prochain tableau figurent les composantes de l'état du résultat net et du résultat global de la Société pour les périodes de neuf mois closes les 31 mai 2018 et 2017.

Périodes de neuf mois closes les 31 mai	2018	2017	Variation ¹⁾	Variation (en %) ²⁾
Produits	49 131 030 \$	12 307 861 \$	36 823 169 \$	299 %
Coûts des marchandises vendues	39 063 888	9 722 390	(29 341 498)	302 %
Bénéfice brut	10 067 142 \$	2 585 471 \$	7 481 671 \$	289 %
<i>Marge brute</i> ³⁾	20,5 %	21,0 %	(0,5) %	s. o.
Frais de vente et charges générales et administratives	16 220 760 \$	4 015 823 \$	(12 204 937) \$	304 %
Amortissements	258 860	32 823	(226 037)	689 %
Perte résultant de la sortie d'immobilisations corporelles	113 097	—	(113 097)	s. o.
Acquisition inversée de Mira VII (Produits financiers nets) charges financières nettes	— (47 099)	347 579 4 285 183	347 579 4 332 282	100 % 101 %
Perte nette, représentant le résultat global	(6 478 476) \$	(6 095 937) \$	(382 539) \$	6 %

¹⁾ Une variation positive constitue une diminution de la perte nette alors qu'une variation négative représente une augmentation de la perte nette.

²⁾ La variation en pourcentage est présentée comme une valeur absolue.

³⁾ La marge brute est calculée comme étant le bénéfice brut divisé par les produits et elle est exprimée en pourcentage.

Explication des variations entre la période de neuf mois close le 31 mai 2018 et la période de neuf mois close le 31 mai 2017

- L'augmentation des produits est principalement liée à la croissance soutenue du nombre d'abonnés actifs.
- La hausse du bénéfice brut s'explique avant tout par la croissance soutenue du nombre d'abonnés actifs. La baisse de la marge brute résulte essentiellement des coûts supplémentaires qu'a entraîné le démarrage des activités dans l'Ouest canadien, des coûts de main-d'œuvre liés à la production et des coûts indirects plus élevés liés à la nouvelle installation dans l'Est canadien et dans l'Ouest canadien. La Société s'attend à ce que les coûts fixes en pourcentage des produits diminuent parallèlement à sa croissance soutenue.
- Les frais de vente et charges générales et administratives ont augmenté en raison principalement d'une hausse planifiée des coûts de marketing et des salaires imputable au nombre plus élevé de membres du personnel administratif qui ont été embauchés pour soutenir la croissance de la Société.
- La hausse des amortissements résulte de l'acquisition d'immobilisations corporelles à l'échelle de toutes les catégories d'actifs, y compris les actifs détenus et les améliorations locatives effectuées à la nouvelle installation de production de la Société dans l'Est canadien et dans l'Ouest canadien.
- L'augmentation de la perte résultant de la sortie d'immobilisations corporelles est attribuable à la sortie de matériel et d'outillage de l'ancienne installation de production de l'Est canadien de la Société.
- La baisse des charges liées à l'acquisition inversée de Mira VII est attribuable à l'acquisition inversée de Mira VII effectuée au cours de l'exercice 2017. Aucune autre charge ne sera engagée relativement à cette opération.
- La baisse des charges financières nettes est attribuable en grande partie à la perte d'exercices antérieurs liée à la réévaluation des billets convertibles à la suite de leur conversion en actions ordinaires de la Société au cours de l'exercice 2017. Aucun autre ajustement de l'évaluation de la juste valeur n'est nécessaire.

- L'augmentation de la perte nette découle surtout de la hausse des frais de vente et charges générales et administratives, contrebalancée en grande partie par la baisse des charges financières nettes et l'augmentation du bénéfice brut.

Situation financière

Le tableau suivant présente une analyse de l'état de la situation financière de la Société au 31 mai 2018 par rapport au 31 août 2017.

	31 mai 2018	31 août 2017	Variation
Total des actifs	34 433 070 \$	21 310 242 \$	13 122 828 \$
<i>La variation est attribuable surtout à ce qui suit :</i>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	23 987 623	17 548 417	6 439 206
Montants à recevoir au titre des taxes de vente	1 750 320	773 462	976 858
Stocks	1 265 296	382 374	882 922
Autres actifs courants	1 225 861	152 682	1 073 179
Immobilisations corporelles	5 855 615	2 300 147	3 555 468
Total des passifs	15 178 694 \$	4 958 663 \$	10 220 031 \$
<i>La variation est attribuable surtout à ce qui suit :</i>			
Ligne de crédit	500 000	—	500 000
Créditeurs et charges à payer	9 005 149	3 529 373	5 475 776
Produits différés	2 102 411	841 037	1 261 374
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme	2 225 712	511 809	1 713 903
Autres passifs non courants	1 345 422	76 444	1 268 978
Total des capitaux propres	19 254 376 \$	16 351 579 \$	2 902 797 \$
<i>La variation est attribuable surtout à ce qui suit :</i>			
Actions ordinaires	36 283 498	27 144 084	9 139 414
Déficit	(17 653 178)	(11 174 702)	(6 478 476)

Explication des variations survenue entre le 31 août 2017 et le 31 mai 2018

- L'augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est attribuable à la hausse des entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation et de financement.
- La hausse des montants à recevoir au titre des taxes de vente rend compte de la croissance et des dépenses d'investissement additionnelles de la Société.
- L'augmentation des stocks est attribuable à la croissance de la Société dans le cadre de laquelle la hausse des stocks de nourriture et la hausse de matériel d'emballage cadrent généralement avec les tendances des produits hebdomadaires et mensuels, respectivement.
- La hausse des autres actifs courants est principalement attribuable à la remise au locataire servant au remboursement d'une portion importante des dépenses d'investissement nécessaires pour mettre en place les nouvelles installations de production de la Société dans l'Ouest canadien.

- L'augmentation des immobilisations corporelles s'explique avant tout par des dépenses d'investissement liées aux nouvelles installations de production de la Société dans l'Est canadien et dans l'Ouest canadien. Au 31 mai 2018, la construction d'une installation de production dans l'Est canadien était terminée et la construction de l'installation de production dans l'Ouest canadien était quasi terminée. Au cours de la période de neuf mois close le 31 mai 2018, la Société a commencé à amortir environ 5 150 000 \$ d'immobilisations corporelles qui étaient auparavant classées comme actifs en cours de construction.
- Les créiteurs et charges à payer ont augmenté du fait surtout de la hausse des dettes fournisseurs et des charges à payer attribuable à la croissance de la Société.
- La hausse des produits différés résulte de la croissance de la Société et du moment où la période a pris fin dans le cycle de livraison hebdomadaire de la Société.
- La hausse des autres passifs non courants est attribuable à la remise au locataire qui rembourse une portion importante des dépenses d'investissement nécessaires pour mettre en place les nouvelles installations de production de la Société dans l'Ouest canadien.
- L'accroissement du nombre d'actions ordinaires est attribuable à l'appel public à l'épargne mené à terme le 7 mai 2018 aux termes duquel 4 000 000 d'actions ordinaires ont été émises pour un produit brut de 10 000 000 \$, moins les frais d'émission d'actions de 925 942 \$.
- L'augmentation du déficit est imputable à la perte nette inscrite pour la période de neuf mois close le 31 mai 2018.

Situation de trésorerie et sources de financement

Gestion du capital

En matière de gestion du capital, l'objectif de la Société consiste à faire en sorte que ses liquidités soient suffisantes pour financer ses activités afin de maximiser la protection du capital et d'offrir des rendements du capital investi concurrentiels. Pour financer ses activités, la Société a compté sur des placements privés de ses actions ordinaires et privilégiées, sur des appels publics à l'épargne, sur l'émission de billets convertibles et sur des instruments d'emprunt à long terme, qui sont inclus dans la définition du capital selon la Société. La Société gère ses excédents de trésorerie de façon à faire en sorte qu'elle dispose de réserves suffisantes pour financer ses activités et ses dépenses d'investissement.

Flux de trésorerie

Voici un sommaire des entrées (sorties) nettes de trésorerie par activité pour les trimestres clos les 31 mai 2018 et 2017.

Trimestres clos les 31 mai	2018	2017	Variation
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	1 785 646 \$	(16 434) \$	1 802 080 \$
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités de financement	8 943 892	(7 721)	8 951 613
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(1 918 595)	(31 097)	(1 887 498)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	8 810 943 \$	(55 252) \$	8 866 195 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	15 176 680	1 576 128	13 600 552
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	23 987 623 \$	1 520 876 \$	22 466 747 \$

La variation positive des entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation découle pour l'essentiel d'une variation favorable du fonds de roulement. La variation positive des entrées nettes de trésorerie liées aux activités de financement résulte surtout de l'émission d'actions ordinaires d'une valeur de 10 000 000 \$, contrée partiellement par les frais d'émission d'actions et le remboursement sur la dette à long terme. La variation négative des sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement provient en grande partie des dépenses d'investissement liées aux nouvelles installations de production de la Société dans l'Est canadien et dans l'Ouest canadien.

Voici un sommaire des entrées (sorties) nettes de trésorerie par activité pour les périodes de neuf mois closes les 31 mai 2018 et 2017.

Périodes de neuf mois closes les 31 mai	2018	2017	Variation
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(713 421) \$	(58 719) \$	(654 702) \$
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités de financement	11 195 379	1 220 405	9 974 974
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(4 042 752)	(160 740)	(3 882 012)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	6 439 206 \$	1 000 946 \$	5 438 260 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	17 548 417	519 930	17 028 487
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	23 987 623 \$	1 520 876 \$	22 466 747 \$

La variation négative des sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation découle pour l'essentiel de l'augmentation de la perte nette ajustée, ce qui a été contrebalancé en partie par une variation favorable du fonds de roulement. La variation positive des entrées nettes de trésorerie liées aux activités de financement résulte surtout de l'émission d'actions ordinaires d'une valeur de 10 000 000 \$, de l'obtention d'un emprunt à terme de 2 500 000 \$ et d'une ligne de crédit de 500 000 \$, ce qui a été contré partiellement par les frais d'émission d'actions et le remboursement sur la dette à long terme. La variation négative des sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement provient en grande partie des dépenses d'investissement liées aux nouvelles installations de production de la Société dans l'Est canadien et dans l'Ouest canadien.

Facilité de crédit

Au cours de l'exercice 2018, d'importantes transactions de financement ont été conclues, comme suit.

- En septembre 2017, la Société a obtenu un engagement auprès d'une banque à charte canadienne afin que celle-ci lui fournisse une facilité de crédit garantie, laquelle se compose d'un emprunt à terme de cinq ans à taux variable d'un montant de 2 500 000 \$, d'une ligne de crédit renouvelable de 500 000 \$ ainsi que d'autres mécanismes de financement à court terme totalisant 500 000 \$. La facilité de crédit est garantie par les stocks et par une hypothèque mobilière de premier rang grevant les actifs de la Société.
- Le 12 octobre 2017, l'emprunt à terme de 2 500 000 \$ portant intérêt à un taux variable correspondant au taux préférentiel de la banque majoré de 3,25 % (6,70 % au 31 mai 2018) a été déboursé. L'emprunt à terme est remboursable en versements trimestriels égaux de 125 000 \$, du 30 novembre 2017 au 31 août 2022. Le produit tiré de l'emprunt à terme a été utilisé pour refinancer la dette à long terme de la Société et financer les dépenses d'investissement ainsi qu'à d'autres fins générales de l'entreprise.
- Au 31 mai 2018, la ligne de crédit de 500 000 \$ portant intérêt à un taux variable correspondant au taux préférentiel de la banque majoré de 3,25 % (6,70 % au 31 mai 2018) était entièrement utilisée. La ligne de crédit sert à financer les activités quotidiennes et est remboursable sur demande.
- La facilité de crédit comprend des clauses restrictives de nature financière, que la Société respectait au 31 mai 2018.

Obligations contractuelles

Le tableau qui suit présente les montants dus aux échéances contractuelles des passifs financiers, y compris les paiements d'intérêts estimés, ainsi que les engagements à l'égard des contrats de location simple au 31 mai 2018.

	Total	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
Ligne de crédit	500 000 \$	500 000 \$	– \$	– \$
Créditeurs et charges à payer	9 005 149	9 005 149	–	–
Dette à long terme	2 573 882	663 465	1 910 417	–
Contrats de location simple	7 174 474	1 168 318	4 591 053	1 415 103
	19 253 505 \$	11 336 932 \$	6 501 470 \$	1 415 103 \$

Principales données trimestrielles

Dans le tableau suivant, on présente les ventes de marchandises brutes, les produits, la perte nette, la perte nette ajustée, la perte nette par action, de base et diluée, et la perte nette ajustée par action, de base et diluée, des huit derniers trimestres.

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos les							
	31 mai 2018	28 févr. 2018	30 nov. 2017	31 août 2017	31 mai 2017	28 févr. 2017	30 nov. 2016	31 août 2016
Ventes de marchandises brutes	26 166 \$	18 840 \$	13 275 \$	8 709 \$	7 536 \$	4 280 \$	2 556 \$	1 148 \$
Produits	22 223	15 673	11 236	7 488	6 428	3 687	2 192	996
Perte nette	(1 564)	(2 395)	(2 520)	(3 770)	(1 217)	(1 766)	(3 113)	(367)
Perte nette ajustée	(1 564)	(2 395)	(2 407)	(2 312)	(861)	(208)	(422)	(325)
Perte nette par action, de base et diluée ¹⁾	(0,03)	(0,05)	(0,05)	(0,08)	(0,05)	(0,07)	(0,13)	(0,01)
Perte nette ajustée par action, de base et diluée	(0,03)	(0,05)	(0,05)	(0,05)	(0,03)	(0,01)	(0,02)	(0,01)

¹⁾ La somme de la perte nette par action, de base et diluée, par trimestre pourrait ne pas équivaloir à la perte nette par action, de base et diluée, depuis le début de l'exercice du fait que les chiffres ont été arrondis.

Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS trimestrielles

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos les							
	31 mai 2018	28 févr. 2018	30 nov. 2017	31 août 2017	31 mai 2017	28 févr. 2017	30 nov. 2016	31 août 2016
Produits	22 223 \$	15 673 \$	11 236 \$	7 488 \$	6 428 \$	3 687 \$	2 192 \$	996 \$
Incitatifs et crédits	3 943	3 167	2 039	1 221	1 108	593	364	152
Ventes de marchandises brutes	26 166 \$	18 840 \$	13 275 \$	8 709 \$	7 536 \$	4 280 \$	2 556 \$	1 148 \$
Perte nette	(1 564) \$	(2 395) \$	(2 520) \$	(3 770) \$	(1 217) \$	(1 766) \$	(3 113) \$	(367) \$
Perte résultant de la réévaluation des billets convertibles	–	–	–	–	8	1 558	2 691	42
Acquisition inversée de Mira VII	–	–	–	1 458	348	–	–	–
Perte résultant de la sortie d'immobilisations corporelles	–	–	113	–	–	–	–	–
Perte nette ajustée	(1 564) \$	(2 395) \$	(2 407) \$	(2 312) \$	(861) \$	(208) \$	(422) \$	(325) \$
Perte nette par action, de base et diluée ¹⁾	(0,03) \$	(0,05) \$	(0,05) \$	(0,08) \$	(0,05) \$	(0,07) \$	(0,13) \$	(0,01) \$
Incidence des ajustements à la perte nette	–	–	–	0,03	0,02	0,06	0,11	–
Perte nette ajustée par action, de base et diluée	(0,03) \$	(0,05) \$	(0,05) \$	(0,05) \$	(0,03) \$	(0,01) \$	(0,02) \$	(0,01) \$

¹⁾ La somme de la perte nette par action, de base et diluée, par trimestre pourrait ne pas équivaloir à la perte nette par action, de base et diluée, depuis le début de l'exercice du fait que les chiffres ont été arrondis.

Gestion des risques financiers

Risque de liquidité

Le risque de liquidité découle de l'éventualité que la Société ne soit pas en mesure de s'acquitter de ses obligations en temps opportun ou à un coût raisonnable. La Société gère son risque de liquidité en surveillant ses besoins en matière d'exploitation. La Société prépare son budget et ses prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose de fonds suffisants pour s'acquitter de ses obligations.

Pour l'exercice prenant fin le 31 août 2018, les pertes d'exploitation attendues qui seront imputables à la croissance continue du nombre d'abonnés actifs de la Société et les dépenses d'investissement devraient réduire le solde de trésorerie de la Société et sa situation de trésorerie par rapport au 31 mai 2018, en l'absence d'un financement supplémentaire. D'après nous, les fonds en caisse de la Société et la capacité de financement fourniront les sources adéquates de liquidités afin de satisfaire aux exigences à court terme, de financer les dépenses d'investissement prévues ainsi que toutes pertes d'exploitation.

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque que la Société subisse une perte si une autre partie à un instrument financier n'est pas en mesure de respecter ses obligations contractuelles. La Société surveille régulièrement son exposition au risque de crédit et prend des mesures pour réduire la probabilité que cette exposition se traduise par une perte. L'exposition de la Société au risque de crédit est principalement attribuable à sa trésorerie et à ses équivalents de trésorerie de même qu'aux montants à recevoir inclus dans les autres actifs courants et à ses dépôts bancaires inclus dans les autres actifs non courants. L'exposition maximale de la Société au risque de crédit correspond à la valeur comptable de ces actifs financiers. Nous sommes d'avis que ce risque de crédit est limité puisque la Société traite avec de grandes institutions financières en Amérique du Nord.

Risque d'entreprise

Il y a lieu de consulter la notice annuelle de la Société pour l'exercice clos le 31 août 2017 que l'on retrouve sur le site de SEDAR à l'adresse www.sedar.com pour une analyse plus poussée des facteurs de risque de la Société.

Exigences additionnelles en matière de financement

La Société pourrait devoir avoir recours à du financement additionnel dans l'avenir pour atteindre les objectifs énoncés à la rubrique « Perspectives financières » du présent rapport de gestion, du fait de la croissance réalisée et attendue du nombre d'abonnés actifs, de l'investissement prévu dans les activités, les services logistiques, l'automatisation et la technologie, et de la possibilité qu'elle inscrive encore des pertes d'exploitation.

Arrangements hors bilan

Les arrangements hors bilan qu'a pris la Société consistent en des obligations au titre de contrats de location simple dont il est question à la note 13 afférente à ses états financiers intermédiaires résumés du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 mai 2018. À l'heure actuelle, la Société n'a aucun autre arrangement hors bilan qui a ou qui serait susceptible d'avoir une incidence actuelle ou future sur sa situation financière, les variations des produits et des charges, les résultats d'exploitation, la situation de trésorerie, les dépenses d'investissement ou les sources de financement d'importance.

Instruments financiers

Politique en matière d'investissement

La Société investit son excédent de trésorerie dans des placements comportant diverses échéances et qui sont choisis en fonction du calendrier prévu des placements ou des dépenses devant être engagées pour les activités poursuivies.

Billets convertibles

La Société a classé ses billets convertibles en tant que passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les variations de la juste valeur des billets, y compris l'incidence des intérêts courus, sont comptabilisées dans les charges financières nettes.

Au 31 mai 2018 et au 31 août 2017, aucun billet convertible n'était en circulation.

En septembre et en octobre 2016, la Société a émis des billets convertibles d'une valeur nominale de 1 000 000 \$ et pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2017, elle a comptabilisé une perte de 8 226 \$ et de 4 257 944 \$, respectivement, à la réévaluation de la juste valeur. Il y a lieu de se reporter aux notes 12 et 21 afférentes aux états financiers consolidés audités annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 août 2017 pour obtenir de plus amples renseignements sur les billets convertibles.

Dérivés

La Société n'a conclu aucun dérivé au cours de la période de neuf mois close le 31 mai 2018.

Clauses restrictives de nature financière

Comme il en est question à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion, la facilité de crédit garantie de la Société comprend des clauses restrictives de nature financière pouvant limiter la capacité de la Société de conclure des transactions ou de saisir des occasions d'affaires. Au 31 mai 2018, la Société respectait ces clauses restrictives de nature financière.

Données sur les actions en circulation

Au 11 juillet 2018, la Société avait 51 825 245 actions ordinaires émises et en circulation, 1 069 766 options sur actions en circulation et 405 002 options de rémunération de mandataires en circulation.

Pour un complément d'information à propos des options de rémunération de mandataires, il y a lieu de se reporter à la note 14 des états financiers consolidés audités annuels de la Société de l'exercice clos le 31 août 2017. Pour un complément d'information à propos des options sur actions, il y a lieu de se reporter à la note 14 des états financiers intermédiaires résumés de la Société du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 mai 2018.

Information sectorielle

La Société n'a qu'un secteur isolable étant donné que ses principales activités s'articulent autour du développement et de la prestation de service sur le marché canadien des paniers-repas.

Estimations comptables critiques

L'établissement des états financiers conformes aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables et sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les principales estimations comptables et hypothèses de la Société pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2018 comprennent l'estimation du pourcentage d'utilisation au titre des crédits de vente et de référence inclus dans les produits différés et la recouvrabilité de l'impôt différé. La Société recourt au jugement pour fixer la date à laquelle les immobilisations corporelles sont disponibles en vue de leur utilisation prévue.

Récents prises de position comptable

Aucun changement n'est survenu à ce chapitre, et il y a donc lieu de se reporter aux états financiers consolidés audités annuels de la Société de l'exercice clos le 31 août 2017.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles et des procédures de communication de l'information (tels que définis par le Règlement 52-109) afin de fournir une assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur est communiquée par d'autres personnes, en particulier pendant la période où les documents intermédiaires et annuels sont établis;
- l'information qui doit être présentée par la Société dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports qu'elle dépose ou transmet en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation.

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont également conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles internes à l'égard de l'information financière afin de fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Le cadre de contrôle utilisé dans la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société est fondé sur les critères énoncés par le Committee of Sponsoring Organizations (« COSO ») de la Treadway Commission dans sa publication *Internal Control – Integrated Framework* (cadre de 2013).

Il n'y a eu, au cours de la période de neuf mois close le 31 mai 2018, aucun changement des contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société qui a eu une incidence importante, ou dont on peut raisonnablement penser qu'il pourrait avoir une incidence importante, sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société.